

La neutralité des journalistes à l'épreuve de la place des citoyens dans les dispositifs de consultation : la géothermie profonde en Alsace

Article inédit mis en ligne le 5 décembre, 2022.

Yeny Serrano

MCF en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Strasbourg et rattachée au LISEC (UR2310). Elle s'intéresse aux discours d'information des médias de masse et à la place de ces derniers dans des contextes de controverse ou des conflits armés.
yeny.serrano@unistra.fr

Jean Zoungrana

MCF associé à la Faculté des Sciences Sociales de l'Université de Strasbourg et rattaché au SAGE (UMR7363). Il s'intéresse à la gouvernementalité (Foucault) et à l'action des citoyens dans des contextes de controverse.
zoungrana@unistra.fr

Plan de l'article

Introduction

Les projets de géothermie profonde en Alsace

Démarche méthodologique

La neutralité journalistique au service de l'acceptabilité des projets ?

Ce que consulter les citoyens sur la géothermie profonde veut dire pour la PQR

Conclusion

Références bibliographiques

RÉSUMÉ

Cet article interroge la place du citoyen dans les discours d'information en contexte de controverse au sujet de la géothermie profonde dans l'Eurométropole de Strasbourg. Nous avons pris appui sur les dispositifs de consultation mobilisés au sujet de l'acceptabilité sociale de cette technique et la manière dont la presse quotidienne régionale en rend compte. En exploitant le discours des journalistes à travers un corpus constitué de 170 articles et de cinq entretiens, on observe que la neutralité journalistique revendiquée n'apparaît guère : la parole des opérateurs et élus demeure privilégiée au détriment de celle du citoyen cantonné à un rôle passif. La presse quotidienne régionale se présente ainsi comme un relais de la communication d'acceptabilité des industriels.

Mots clés

Neutralité journalistique, dispositifs de consultation, géothermie profonde, modèle du déficit, Eurométropole de Strasbourg.

TITLE

The neutrality of the journalists in the place of citizens in consultation mechanisms: deep geothermal energy in Alsace

Abstract

This article examines the place of the citizen in news discourses in the context of controversy regarding deep geothermal energy in the Eurometropole of Strasbourg. We used devices on the consultation mechanisms mobilized about the social acceptability of this technology and the way in which the regional daily press reports on it. By analyzing journalists' discourses through a corpus made up of 170 articles and five interviews, we observe that the claimed journalistic neutrality hardly appears: the voice of operators and elected officials is favoured to the detriment of the citizens. The regional daily press operates as communication relay for industrial acceptability.

Keywords

Journalistic neutrality, consultation devices, deep geothermal energy, deficit model, Eurometropolis of Strasbourg.

TÍTULO

La neutralidad periodística respecto al rol de los ciudadanos en los mecanismos de consulta: la energía geotérmica profunda en Alsacia

Resumen

Este artículo cuestiona el lugar que los discursos de información mediática atribuyen a los ciudadanos en la controversia sobre la energía geotérmica profunda en la Eurometrópolis de Estrasburgo. Para ello, tomamos el caso concreto de los mecanismos de consulta previstos en el marco de la aceptabilidad social de esta tecnología. El análisis del corpus compuesto por 170 artículos de prensa regional y cinco entrevistas a periodistas muestra que la neutralidad de la que los periodistas presumen no corresponde con la práctica. Mediante la selección de fuentes y de extractos de los discursos de éstas, la prensa regional privilegia el discurso de industriales y autoridades, mientras que construyen una imagen pasiva de los ciudadanos, legitimando así la comunicación de aceptabilidad de los industriales.

Palabras clave

Neutralidad periodística, mecanismos de consulta ciudadana, geotermia profunda, modelo del déficit, Eurometrópolis de Estrasburgo.

INTRODUCTION

Les projets de géothermie profonde (GP) à l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) ont mobilisé différents dispositifs participatifs institutionnalisés (enquêtes publiques, comités de suivi, mission d'information et d'évaluation) et non-institutionnalisés (réunions publiques). Si tous ces dispositifs concernent la consultation des citoyens, la presse généraliste régionale y contribue fortement à travers l'information produite à cet effet. C'est elle qui annonce ces événements, c'est elle qui en rédige les comptes rendus. De fait, les recherches menées sur les dispositifs participatifs mettent en exergue leur portée

limitée sur la prise de décisions et sur la place très contrainte accordée aux citoyens (Barbier et Larrue, 2011 ; Stein, 2017). Quant à la presse généraliste, quelle place accorde-t-elle à la parole des citoyens dans ces dispositifs ? Restent-ils des acteurs inaudibles dans les processus de consultation ou des acteurs à la parole incontournable ?

Nous faisons l'hypothèse que les contraintes propres à l'exercice du journalisme (temps et place limités, méconnaissance des sujets, exigences d'audience ...) limitent le rôle d'informateurs neutres que les journalistes revendiquent. Comme cela sera démontré, en se limitant à rapporter les propos de certains groupes d'intérêt, la presse renforce une représentation des citoyens comme étant motivés par des inquiétudes et devant être rassurés par les industriels ou les élus. Derrière l'excuse d'un lectorat large, hétérogène et ignorant, la presse généraliste fabrique une mise en scène des dispositifs de consultation centrée sur le conflit (entre élus et EMS ou entre opérateurs, élus et associations des riverains). Cette mise en scène, qui sert l'objectif d'audience, rend davantage service aux opérateurs et aux institutions locales qu'à la parole des citoyens.

LES PROJETS DE GÉOTHERMIE PROFONDE EN ALSACE

Commençons par un bref historique des projets de GP à l'EMS. *L'Alsace* dispose d'un sous-sol propice à l'exploitation de la chaleur géothermale à basse ou haute température. Cette potentialité en GP a été démontrée par le projet pilote de Soultz-sous-Forêts qui a débuté en 1985. L'objectif est de produire de la chaleur ou de l'électricité. La cogénération d'électricité et de chaleur est, quant à elle, envisagée dans les projets de l'EMS où la GP est présentée comme le levier de la transition énergétique. Parmi les projets de GP, on peut citer les suivants :

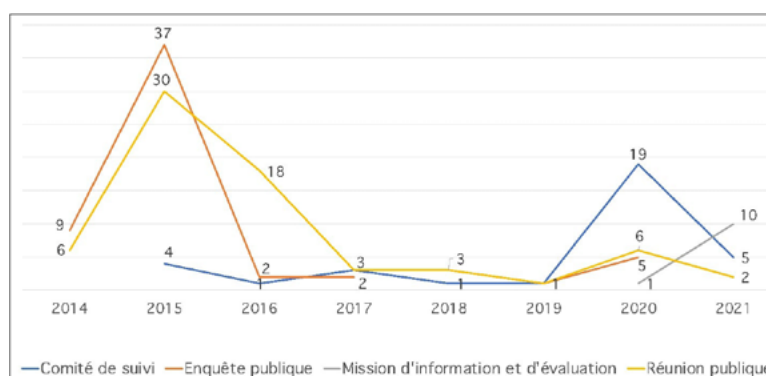
- la centrale de Rittershoffen produisant de la chaleur depuis 2016
- la centrale d'Illkirch-Graffenstaden dont les forages ont débuté en août 2018
- la centrale d'Eckbolsheim approuvée par la préfecture en 2015
- la centrale de Vendenheim dont les forages ont commencé en juin 2017
- la centrale d'Hurtigheim approuvée par la préfecture
- le projet d'une centrale à Wissembourg.

D'autres projets ont été prévus mais contestés par les résidents avant d'être finalement abandonnés : la centrale de Mittelhausbergen et celle de la Robertsau. Mais si tous ces projets témoignent d'un consensus favorable à la géothermie, un premier séisme en novembre 2019 de magnitude 3,1 ébranle ce climat de certitude. Un second séisme de magnitude 3,5 le 4 décembre 2020 conduit la préfecture à mettre définitivement fin à la centrale de Vendenheim, le 8 décembre 2020, et à suspendre temporairement tous les travaux sur les autres sites. Un comité d'experts est constitué par la préfecture pour déterminer les causes des séismes tandis que l'EMS établit une mission d'information et d'évaluation. La mise en place de ces dispositifs semble impliquer davantage les citoyens à la lumière d'une démocratie participative. Toutefois, servent-ils à civiliser les conflits en s'orientant vers un dissensus assumé ou peuvent-ils conduire à un consensus apaisé ? (Barbier et Larrue, 2011)

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Cet article fait partie d'une recherche plus large s'intéressant aux débats qui entourent

les projets de GP à l'EMS et au rôle de la presse quotidienne nationale et régionale. Nous nous fondons, ici, sur un sous-corpus de 170 articles mentionnant les dispositifs de consultation utilisés à l'EMS dans le développement la GP (réunions publiques, enquêtes publiques, comités de suivi et mission d'information et d'évaluation), publiés entre le 27 juillet 2014 et le 27 juin 2021. Alors que le quotidien régional *Les Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA)* en a publié la grande majorité (158), *L'Alsace* en compte 11 et le quotidien national *Les Échos* un seul article. Ce sont les réunions publiques et les enquêtes publiques dont la presse a le plus parlé (69 et 56 articles respectivement). Les comités de suivi sont mentionnés dans 34 articles et la mission d'information et d'évaluation dans 11 articles. Comme le montre le graphique 1, ces dispositifs sont mis en place à différentes étapes des projets géothermiques.



Graphique 1. Nombre d'articles mentionnant chaque dispositif par année

Ce corpus est complété par cinq entretiens semi-directifs réalisés, entre le 17 juin et le 8 juillet 2020 en face-à-face ou par téléphone, à des journalistes de deux quotidiens couvrant régulièrement² la GP à l'EMS (*DNA* = 4, *L'Alsace* = 1). Le guide d'entretien englobe une vingtaine de questions regroupées en cinq thématiques : profil du ou de la journaliste, place de la géothermie dans le journal, procédure d'information au sujet de la géothermie, sources mobilisées et question de l'acceptabilité sociale des projets.

L'analyse est réalisée à l'aide du logiciel Atlas.ti (v.9). Nous avons repéré toutes les références explicites aux dispositifs de consultation, observé la manière de les présenter et la place attribuée aux citoyens. Ces observations sont contrastées avec les propos des journalistes interviewés.

LA NEUTRALITÉ JOURNALISTIQUE AU SERVICE DE L'ACCEPTABILITÉ DES PROJETS ?

Le cadrage que la Presse Quotidienne Régionale (PQR) construit des dispositifs de consultation et des citoyens est tributaire de son fonctionnement général. Comme le confirment les cinq personnes interviewées, les deux journaux fonctionnent de manière similaire : les journalistes ne se spécialisent pas par thématique ; ils sont affectés à une zone géogra-

2. Une liste des journalistes ayant signé les articles de l'ensemble du corpus a été établie afin d'identifier les noms qui revenaient le plus souvent. Sur les dix professionnels contactés, cinq ont donné une suite favorable à notre demande d'entretien. Seule une journaliste a suivi une formation scientifique (doctorat en neurosciences) et aucun n'est spécialisé dans la couverture de la géothermie. Au moment de l'entretien, ils avaient entre 7 et 23 ans d'expérience professionnelle.

phique. Ces professionnels de l'information doivent écrire des articles sur des sujets variés qu'ils ne connaissent pas ou très peu : *Je suis typiquement une journaliste généraliste et je ne suis pas spécialisée dans les questions scientifiques, y compris la géothermie. J'écrivais souvent sur des sujets auxquels je ne connais rien au départ (DNA, 17.06.2020)*³.

En outre, de parution quotidienne, chaque journal exige de ses journalistes de produire des articles en peu de temps : *on n'en fait pas une thèse universitaire, ça veut dire qu'on ne peut pas y passer deux mois à travailler sur la géothermie quand on a un papier à rendre pour dans 2 jours (L'Alsace, 24.06.2020)*. Le problème avec cette contrainte propre au métier est de rendre les journalistes dépendants de ce que les sources leur disent. Or ces sources défendent leurs propres intérêts. Les journalistes en sont conscients et réagissent en affirmant qu'ils veillent à la qualité de leur travail en respectant les règles professionnelles telle que la neutralité. Cette dernière correspond à un positionnement professionnel traduit par une pratique discursive consistant à traiter les sources politiques et autres sur un même pied d'égalité en distinguant clairement les faits des commentaires (nous y reviendrons)⁴. Par ailleurs, les travaux en sociologie du journalisme rendent compte de ce phénomène en parlant du double cadrage dont résulte le discours d'information des médias. La notion de cadrage fait référence à la manière de présenter un sujet : l'angle choisi, les mots et les images utilisés pour le décrire, les relations de causalité suggérées, l'attribution des responsabilités, etc. (Esquenazi, 2002 ; Scheufele et Tewksbury, 2007).

Ainsi, le premier cadrage est effectué par les sources (élus, industriels, citoyens, associations...) : une association de riverains opposée à l'un des projets de géothermie ne se focalisera pas sur les mêmes aspects et n'utilisera pas les mêmes mots que l'opérateur (Serrano et al., 2020). Ensuite, ce sont les journalistes qui opèrent le second cadrage consistant à produire un article de presse en adaptant le discours des sources aux règles d'écriture journalistique (distanciation énonciative, distinction claire entre les faits et les commentaires, etc.) (Lemieux, 2004). Dans les démocraties à économie de marché, ces règles relèvent d'une double logique, commerciale (faire de l'audience) et démocratique (informer les citoyens) (Charaudeau, 2005) que nous retrouvons dans les propos des journalistes interviewés : *un journal, c'est vraiment une logique de production industrielle, [...] on est contraint par un nombre de pages, par l'espace vendu par la publicité (DNA, 30.06.2020)*. En même temps, ils revendiquent leur rôle d'informateurs neutres ; quand nous les interrogeons sur leur rôle dans l'acceptabilité des projets de GP, les journalistes réaffirment l'absence de parti pris : *je ne sais pas si on participe à l'acceptabilité, ce n'est pas notre rôle. Notre rôle, c'est de pouvoir donner une image aussi précise que l'on peut des projets pour qu'ensuite les gens puissent décider au moment de mettre un bulletin dans l'urne de se mobiliser pour ou contre un projet (DNA 30.06.2020)*. *Systématiquement, les journalistes affirment être factuels : en tous cas la géothermie en Alsace, c'est 99,99 % une information. [...] le traitement que les médias en font, [...] ça reste un traitement neutre et un traitement informatif (DNA, 8 juillet 2020)*. C'est justement cette posture professionnelle qui permet aux journalistes d'anticiper et de répondre aux éventuelles poursuites ou critiques de parti pris et que Tuchman analysait comme un

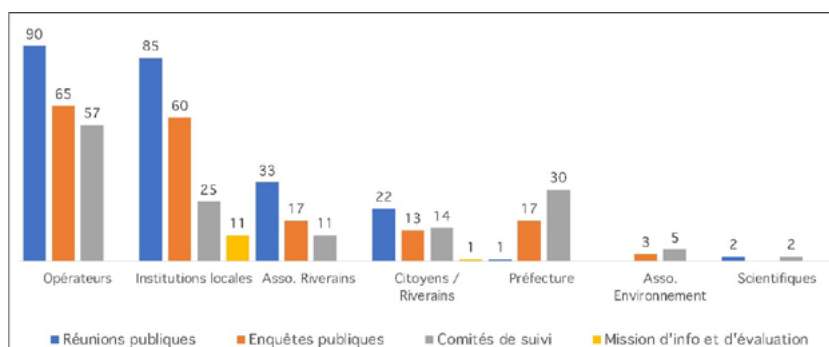
.....

3. Pour les extraits des interviews cités, nous précisons le journal dans lequel travaille le/la journaliste et la date de l'entretien.

4. Historiquement, la neutralité journalistique apparaît dès la fin du XIXe siècle à la suite du processus d'industrialisation, puis de dépolitisation de la presse. Les journaux qui avaient fonctionné comme des organes des partis politiques cherchaient à devenir une presse d'information massive accessible à un public hétérogène (Chalaby, 1998). Pour un développement plus approfondi concernant les pratiques professionnelles que les journalistes associent à la qualité de l'information, voir notamment Lemieux (2004) et Sedel, Ouakrat, Pacouret et Noûs (2021).

rituel stratégique à travers la notion d'objectivité journalistique (1972)⁵.

Pour ces professionnels de l'information, la neutralité réside dans l'équilibre des sources : *j'ai l'impression qu'on essaie d'être un peu équilibré, et qu'on essaie de ne pas prendre parti ni pour les industriels ni pour les scientifiques* (DNA, 30.06.2020). Or, cette neutralité revendiquée n'est pas observée dans les articles analysés. Comme le montre le graphique 2, certaines sources sont privilégiées (opérateurs), au détriment d'autres qui restent quasi invisibles (scientifiques) ou reléguées à des rubriques moins importantes, comme le courrier des lecteurs pour les associations de riverains.



Graphique 2. Nombre d'articles où les sources sont citées (n = 170) par dispositif de consultation

Une seconde règle de l'écriture journalistique mérite d'être interrogée. La presse généraliste s'adresse à un public large et hétérogène. De ce fait, les journalistes considèrent qu'il est nécessaire d'adapter leurs articles : *on s'adresse à un public qui n'est pas [...] spécialisé dans ce genre de sujets, mais qui lit aussi bien [...] les articles sur la géothermie que le compte rendu de la fête de la choucroute [...] on s'adresse à un public le plus large possible et c'est pour ça que la vulgarisation du langage technique est importante* (DNA, 25.06.2020). Le problème réside dans la manière de le faire, [en restant] à la surface des choses, [...] *on ne va pas hyper en détail* (DNA, 30.06.2020) et les implicites à propos des lecteurs sur lesquels repose cette simplification : *ce n'est pas un public de scientifiques, c'est un public de personnes qui ont un niveau d'études certes au moins bac, mais pas forcément très poussé dans le domaine scientifique* (DNA, 30.06.2020).

Les professionnels de l'information justifient ainsi un traitement superficiel de l'information caractérisé, comme nous le verrons dans la section suivante, par une mise en scène qui privilégie la confrontation au détriment des explications sur le fond ou sur la portée des arguments des uns et des autres. C'est la logique économique (Charaudeau, 2005) qui est avantagée : *j'essaie vraiment de rendre l'article le plus abordable possible, [...] le plus attrayant [...] à la lecture [...], de faire qu'on ait envie de lire alors que c'est un sujet un peu aride* (DNA, 17.06.2020).

Nous observons par exemple que, au lieu de rendre compte des raisons des désaccords entre scientifiques et opérateurs ou entre scientifiques pour expliquer les séismes ayant eu lieu à partir de 2019, les journalistes implicitement considèrent ces désaccords comme étant un problème, alors que les travaux scientifiques avancent grâce aux incertitudes et à la vérification d'hypothèses, ce qui prend du temps : *même les chercheurs entre eux, il leur*

2. L'objectivité journalistique correspond à un ensemble de pratiques professionnelles et discursives : neutralité, impartialité et équilibre dans le traitement des sources, factualité de l'information, distanciation énonciative, distinction entre les faits et les commentaires (Chalaby, 1998 ; Tuchman, 1972).

faut des semaines de débat, d'expertise. Nous, on a dix minutes pour décider de la validation ou pas d'une information (DNA, 20.06.2020). Le professionnel de l'information considère donc que c'est aux journalistes de trancher pour pouvoir rédiger son article. À la question de « comment se positionne le journal » (DNA) au sujet des conflits portant sur les projets de GP, une journaliste répond : *on ne fait que les retranscrire [...] de façon vivante [...] on essaie de faire un titre un peu accrocheur, alors accrocheur ce n'est pas... informatif, mais un petit peu, que les gens aient envie de lire (DNA, 17.06.2020).* Ces propos illustrent à nouveau la posture professionnelle consistant, d'une part à répondre à une critique en revendiquant la distanciation énonciative (puisqu'elle ne fait que retranscrire) et d'autre part, à veiller à l'audience et la rentabilité du média (en élaborant un titre accrocheur).

Les journalistes interviewés affirment accorder plus de crédibilité aux scientifiques : *mais c'est vrai que, bon, entre un scientifique et un industriel, on écoute quand même un peu plus les scientifiques (DNA, 17.06.2020).* Or, l'analyse du corpus démontre sans équivoque une prédilection pour les industriels (graphique 2 et Serrano et al., 2020) qui peut s'expliquer par deux facteurs. D'un côté, les industriels développent des pratiques de communication proactives cherchant à se rendre visibles ; ils s'attachent également à adapter leurs propos dans le cadre de ce que les spécialistes appellent une « communication d'acceptabilité » (Libaert, 1998) : *les industriels ont bien compris qu'il fallait qu'ils soient le plus simple possible, le plus concret possible [...] certains maîtrisent mieux cet art de pouvoir simplifier leurs propos à l'extrême, et pour nous, c'est clairement plus facile, et ils ont plus de chance d'être pris (DNA, 30.06.2020).* De l'autre côté, les scientifiques ne se positionnent pas dans cette approche d'instrumentalisation des médias : *en fait, on n'a pas des masses de sources, on a des sources scientifiques quand elles sont accessibles à notre niveau d'éducation aussi, parce que lire une publication d'un géologue, j'arrive jusqu'à un certain point (DNA, 30.06.2020).*

Regardons à présent les conséquences de ces contraintes et des choix journalistiques sur la manière de traiter les dispositifs de consultation et de représenter les citoyens.

CE QUE CONSULTER LES CITOYENS SUR LA GÉOTHERMIE PROFONDE VEUT DIRE POUR LA PQR

Réunions publiques : informer les citoyens pour les mobiliser

Sur les quatre dispositifs mis en place dans le cadre des projets de GP en Alsace, les réunions publiques sont les seules à ne pas être institutionnalisées. Elles peuvent être organisées tant par des associations de riverains que par des élus ou par les opérateurs et sont ouvertes à toute personne intéressée. De ce fait, ces réunions sont instrumentalisées afin de mobiliser le public en faveur ou contre un projet. Dès l'annonce des enquêtes publiques (fin 2014), une association des riverains organise une réunion publique. La première occurrence du corpus correspond à une brève des DNA qui illustre le cadrage très factuel de la presse pour ce type d'annonce : *présentation des différentes techniques, dont celle envisagée au port aux pétroles, résultats de ces techniques en Alsace, en Allemagne et en Suisse [lieu et heure] (DNA, 09.12.2014).* Néanmoins, au moment de rendre compte de ces réunions, l'annonce factuelle laisse place à la mise en scène centrée sur le combat des riverains (ou des élus) contre l'opérateur : *plus de 300 personnes remplissaient le centre sportif le 27 novembre à l'occasion d'une réunion publique sur la géothermie profonde. [...Un premier sous-titre annonce :] La charge de [M. X] applaudit [... l'article continue en rapportant les propos des uns et des autres introduits par des expressions contribuant à la mise en spectacle de ce compte-rendu :] À la redoutable question de la salle « que pensez-vous de la gestion de ce dossier par l'Eurométropole ? », le maire s'est refusé à toute polémique [...]. Cette mise*

en scène de la confrontation est renforcée par le titre de l'article « Avis de tempête » (DNA, 11.12.2015).

Dans l'objectif d'assurer l'acceptabilité des projets, à l'approche et durant les enquêtes publiques, les deux opérateurs organisent également des réunions publiques que la presse annonce souvent comme ayant un objectif « d'information », ce qui masque l'instrumentalisation du dispositif. Lorsque les DNA annoncent que *le Groupe ÉS, opérateur du projet de mise en place d'une centrale géothermique [...], organise une réunion publique [...], pour permettre à chacun de comprendre ce qu'est la géothermie profonde et de répondre aux questions* (DNA, 09.04.2015), les syntagmes « permettre de comprendre » et « répondre à des questions » attribuent d'emblée une position et un rôle aux riverains. L'opérateur et le journal présupposent qu'ils ne comprennent pas (et sont donc placés dans une relation asymétrique par rapport à l'opérateur) ; ils ont des questions à poser (et non pas des arguments à avancer). Stein (2017) parle, dans ces cas, d'une négation de recours à la rhétorique que les dispositifs de consultation imposent aux citoyens et que la presse légitime en rapportant les propos de l'opérateur au présent de l'indicatif et avec un effacement énonciatif qui valide et « objectivise » le discours de la source (Rabatel, 2004).

Outre cette représentation des riverains, les comptes rendus des réunions publiques présentent comme motivés par des émotions négatives (et moins par la raison) : ils sont « inquiets » et ont des « craintes » ; ils doivent donc être « rassurés ». Une interview du représentant de l'opérateur Fonroche (titrée « Faire de la pédagogie ») en est un exemple : [Question :] *Le projet entre dans sa phase active avec les avant-travaux de la construction. Qu'allez-vous dire, ce soir, pour rassurer la population ?* [Réponse :] *Comme toute nouvelle filière, la géothermie suscite des inquiétudes, ce qui est compréhensible, mais c'est le fait de la méconnaissance du sujet [...] En Islande, aussi, à ses débuts, la géothermie suscitait des craintes ; 80 ans plus tard, les habitants vivent cela tout naturellement* (DNA, 18.06.2016). En utilisant le mot « pédagogie », le journal légitime le rôle de l'opérateur comme s'il était dépourvu de tout intérêt économique. Ce faisant, il corrobore sans critique la réponse de l'industriel qui relève du modèle du déficit. Il s'agit d'un modèle qui stipule que l'opinion hésitante du public à l'égard de la science serait due à un écart important entre les savoirs scientifiques et les connaissances communes (Bodmer, 1985). Or, on sait désormais que nombre d'études en *Public Understanding of Science* ont montré les limites de ce modèle déficitaire tout en œuvrant vers un *Public Engagement with Science* (Chavot et Masseran, 2010). En effet, un public mieux informé sur les tenants et les aboutissants de l'option choisie, à travers des dispositifs participatifs les impliquant, se montrera plus ouvert au dialogue dans un échange constructif.

Enquêtes publiques : lorsque consulter les citoyens fait bousculer des projets

Les enquêtes publiques correspondent à une procédure légale dans le cadre des projets pouvant modifier l'environnement⁶ : elles visent à assurer l'information et la participation du public. À cet effet, la participation citoyenne consiste à déposer un avis (argumenté ou pas) ; il est également possible de se déplacer pour consulter le dossier soumis par l'opérateur et, aux heures de permanence du commissaire-enquêteur, pour échanger et lui poser des questions. Celles qui se mettent en place au sein de l'EMS en 2015 font suite à un début de controverse : la publication en septembre 2014 d'un dossier contre le projet prévu au port au pétrole par l'association ADIR (Association de défense des intérêts de la Robertsau) dans sa gazette *l'Écho de la Robertsau*. La controverse se cristallise lors des

.....

6. <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/institutions/les-enquetes-publiques>, consulté le 10 mars 2022.

enquêtes publiques menées sur quatre projets qui donnent lieu à une forte mobilisation se traduisant par une majorité d'avis négatifs, à l'exception du site d'Illkirch (Chavot, Masseran, et Serrano, 2016). La technique est alors qualifiée de « non-mature » (Serrano et al., 2019) et il est reproché à l'EMS de ne pas suffisamment s'impliquer. Dans ce cas, la participation des citoyens semble opérer des effets décisifs (Bachir, 1999).

Par son traitement, la PQR légitime les enquêtes publiques comme un dispositif de « consultation », puisqu'il s'agit de « recueillir les observations » du public. Plus précisément, dans le macro-récit de la géothermie profonde en Alsace, les journalistes ont construit le micro-récit des enquêtes publiques. Ces dernières constituent une unité narrative avec un début (lancement), une mise en intrigue (forte mobilisation des habitants d'Oberhausbergen ou encore contre le projet à la Robertsau), puis un dénouement et une fin (avis des commissaires-enquêteurs et décision finale de la préfecture). Rappelons que la mise en récit de l'information permet aux médias traditionnels de rendre l'information saillante (Arquembourg, 2005). Cette mise en scène est ainsi l'occasion pour les journalistes de se soustraire à la prétendue neutralité en se permettant, par exemple, de qualifier les actions des parties prenantes : *c'est mal parti pour la géothermie profonde dans l'agglomération. Le projet de Fonroche au port aux pétroles écope d'un avis défavorable du commissaire enquêteur. Celui d'ES, à Illkirch-Graffenstaden, est gratifié d'un avis favorable conditionné à une kyrielle de réserves. L'État, l'Eurométropole et les entreprises concernées vont devoir sérieusement revoir leurs copies* (DNA, 23.07.2015). Les mots « écopé », « gratifié », « kyrielle » ne correspondent pas à des citations textuelles mais bien à la manière dont le journaliste interprète l'avis des commissaires-enquêteurs.

Notre propos n'est pas de critiquer l'utilisation du récit, mais plutôt de questionner les choix journalistiques qui, souvent, rendent davantage visibles les intérêts des opérateurs et des élus que ceux des citoyens ou des scientifiques. Ainsi par exemple : *si l'avis devait être suivi d'un refus préfectoral pour ce deuxième projet d'ES, « il faudra alors renoncer au réseau de chaleur de Haute-pierre à coût moindre et à taux de TVA réduit : je trouve que c'est dommage. D'autant que ça ferme la porte, partiellement, à l'ambition de l'Eurométropole de verdir son réseau de chaleur »* (DNA, 21.08.2015). En choisissant cet extrait du discours de la source, le journal se place plutôt du côté de l'industriel en évoquant les conséquences négatives pour la population (renoncer à un réseau de chaleur moins cher) et plus largement pour l'environnement (fermer la porte à la transition énergétique).

Comités de suivi : l'œil extérieur des citoyens

Évoqués à l'époque des enquêtes publiques comme un outil d'acceptabilité, les comités de suivi de site ont été mis en place une fois les forages démarrés à Vendenheim et à Illkirch et convoqués surtout à la suite des séismes. Ces comités s'inscrivent de fait dans une démarche de transparence : ils sont installés en collaboration avec la mairie de Reichstett d'une part et la mairie d'Illkirch d'autre part en vue d'une meilleure appropriation du projet par les élus locaux. De son côté, l'EMS entame des démarches de communication aux fins de valoriser les projets auprès des riverains. De plus, la mise en place en 2017 d'une Mission Énergie est censée renforcer les liens entre l'EMS, les élus locaux et les opérateurs pour un meilleur ancrage local des projets. La géothermie qui bénéficiait d'un consensus favorable au début devient un sujet sensible à connotation polémique aux frontières du risque, de la crise et de l'acceptabilité sociale (Libaert et Allard-Huver, 2014).

Le traitement de la PQR diffère selon la période. Avant le démarrage des forages, les journalistes retiennent les propos des opérateurs et des élus qui voient dans ces comités un outil permettant d'assurer la « transparence » et de *répondre aux questions que les habitants se poseront au fur et à mesure de l'avancée du projet* (DNA, 10.06.2016). D'ailleurs, dans son

objectif d'acceptabilité, un opérateur, avant le démarrage des forages, invitait les riverains à y participer : « *notre projet industriel est extrêmement encadré et contrôlé, il y aura toujours un œil extérieur* », a tenté de rassurer [le représentant de Fonroche] en invitant les habitants à participer au comité de suivi qui va être mis en place sous la houlette de la préfecture (DNA, 10.06.2016). Notons, dans la manière de rapporter ces propos, une mise à distance avec l'utilisation du verbe « tenter » avec lequel le journaliste présuppose que l'opérateur n'a pas réussi à rassurer. Néanmoins, la citation légitime le dispositif qui sera « sous la houlette de la préfecture », suggérant qu'un contrôle effectif de l'opérateur aura lieu par le pouvoir public.

Une fois les forages entrepris et surtout après les séismes, le récit journalistique revient sur une représentation des citoyens comme des individus craintifs légitimant ainsi les comités de suivi qui passent pour un moyen de « rétablir » la confiance : *l'élue a recensé au moins une quinzaine de demandes étayées de photos et devait réorganiser une nouvelle « réunion de crise » lundi soir pour répondre aux questions de ses administrés. « Le premier dommage, confie-t-elle, c'est la peur, et c'est le plus difficile à gommer »* (DNA, 8.12.2020).

Mission d'information et d'évaluation : ... « accompagnée » par les citoyens

Après la crise engendrée par les nombreux séismes provoqués par les travaux de forage de Fonroche à Vendenheim, le conseil de l'EMS a voté [le 18.12.2020] à l'unanimité la désignation d'une mission d'information et d'évaluation (MIE) chargée de faire toute la lumière sur les événements ayant conduit à l'arrêt des chantiers de géothermie profonde sur le territoire de l'EMS [...] Plus largement, la MIE devra « examiner l'ingénierie technique et financière en jeu dans la géothermie profonde, ainsi que l'intérêt ou non de son développement pour le territoire (DNA, 19.12.2020). Comme pour les enquêtes publiques et les comités de suivi, la transparence auprès des riverains légitime ce dispositif créé à l'initiative des élus. Néanmoins, la participation des citoyens fait débat : *s'il faut en saluer la création, il n'est pas certain que cette mission composée exclusivement d'élus, même flanquée d'un conseil scientifique et citoyen, suffise à rétablir la confiance et la sérénité des habitants. En effet, si l'objectif affiché est bien d'associer les citoyens aux travaux de la MIE, il aurait fallu les intégrer à la mission* (DNA, 18.02.2021). Finalement, il est décidé qu'un groupe de sept citoyens, tirés au sort, « accompagne » la mission.

Les comptes rendus que la PQR fait des séances de la MIE représentent les citoyens comme étant angoissés par les dégâts sur leurs propriétés et remettant en cause l'acceptabilité des projets. Dans le récit journalistique, la présence des citoyens ne cherche pas à garantir la qualité de travaux de la MIE : *la maire de La Wantzenau a très justement parlé d'un traumatisme collectif vécu par les habitants. Pour tenter d'y répondre, le conseil de l'Eurométropole [...] a créé une mission d'information et d'évaluation (MIE)* (DNA, 18.02.2021). Les séismes et les plaintes liées aux dégâts qu'ils ont causés renforcent cette représentation *nimby* (not in my backyard) des citoyens par la PQR (Chavot *et al.*, 2019). Cette expression fait référence à la croyance (des élus et des industriels) selon laquelle si les riverains refusent un projet, c'est à cause de leurs intérêts égoïstes ; ils ne seraient motivés que par la protection de leur bien immobilier et ne s'attacheraient pas à l'intérêt collectif que représente la transition énergétique (Béhar et Simoulin, 2014). Enfin, les séances de la MIE concernent les aspects techniques de la manière dont l'opérateur a conduit le forage. Face à la difficulté pour en rendre compte, la presse s'appuie également sur les détails permettant une mise en intrigue inscrite dans l'objectif d'audience évoqué par les interviewés. Ainsi par exemple, l'article publié le 20 juillet 2021 (qui ne fait pas partie du corpus arrêté au 30 juin) annonce, à la une, « un pré-rapport accablant » [de la MIE] pour l'opérateur ; l'épisode final était attendu pour l'automne 2021.

CONCLUSION

À la suite des travaux qui s'intéressent à la démocratie environnementale et aux dispositifs participatifs (Barbier et Larrue, 2011 ; Blondiaux et Fourniau, 2011), cet article interroge le rôle que la presse quotidienne régionale endosse lorsqu'elle « informe » sur les dispositifs de consultation mis en place dans le cadre des projets de géothermie profonde à l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'agissait d'identifier la place et le rôle accordés à la parole des citoyens.

Des dispositifs institutionnalisés (enquêtes publiques, comités de suivi de site et mission d'information et d'évaluation) au dispositif non institutionnalisé (réunions publiques), deux tendances dans le traitement journalistique se dégagent. Pour annoncer la tenue de ces dispositifs, la presse privilégie les brèves ou les articles factuels annonçant l'objectif, la date et lieu et vantant ces dispositifs comme assurant la transparence auprès des citoyens. Dans ce cas, l'effacement énonciatif crédibilise le discours des sources et participe à l'éthos d'informateur neutre de la presse. La seconde tendance concerne les comptes rendus. Si les journalistes s'appuient souvent sur le discours rapporté direct pour citer leurs sources et la description de ce qui s'est passé, les choix qu'ils opèrent (sources citées au détriment d'autres, extraits de discours rapportés, mots et expressions sélectionnés...) résultent d'un cadrage qui met en avant la confrontation (entre opérateurs et élus ou opérateurs et opposants) et construit une image de citoyens craintifs dans l'attente d'être informés : ils doivent être rassurés par les opérateurs et par les élus pour enfin accepter les projets. Ainsi le modèle du déficit prédomine-t-il dans la représentation des citoyens par la PQR et légitime-t-il le rôle pédagogique et la posture de vulgarisation qu'elle endosse, reposant sur une relation asymétrique imposée aux lecteurs. Certes, la presse généraliste s'adresse à un public large et hétérogène. Mais la simplification que les journalistes voient comme nécessaire présuppose et renforce la prétendue incompétence des citoyens et légitime la communication d'acceptabilité des opérateurs.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Arquembourg, Jocelyne (2005), « Comment les récits d'information arrivent-ils à leurs fins ? », *Réseaux*, vol. 132, n° 4, p. 27-50.

Bachir, Myriam (1999), « La consultation publique : Nouvel outil de gouvernabilité et transformation des registres et répertoires d'action politique » (p. 167-184), in François B, Neveu E (dir.), *Espaces publics mosaïques : Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Barbier, Rémi ; Larrue, Corinne (2011), « Démocratie environnementale et territoires : un bilan d'étape », *Participations*, vol. 1, n°1, p. 67-104.

Béhar, Laurie ; Simoulin, Vincent (2014), « Le NIMBY (Not in My Backyard) : une dénonciation du localisme qui maintient l'illusion du local », *Politiques et management public*, vol. 31, n° 2, p. 151-167.

Blondiaux, Loïc ; Fourniau, Jean-Michel (2011), « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? » *Participations*, vol. 1, n°1, p. 8-35.

- Bodmer, Walter (1985), *The Public Understanding of Science*, London : The Royal Society.
- Chalaby, Jean (1998), *The Invention of Journalism*, Basingstoke : Macmillan.
- Charaudeau, Patrick (2005), *Les médias et l'information : L'impossible transparence du discours*, Bruxelles : De Boeck.
- Chavot, Philippe ; Masseran, Anne (2010), « Engagement et citoyenneté scientifique : quels enjeux avec quels dispositifs ? », *Questions de communication*, n° 17, p. 81-106
- Chavot, Philippe ; Masseran, Anne ; Serrano Yeny (2016), « Géothermie profonde en milieu urbain : quelle information et quelles concertations pour une inscription des projets sur les territoires ? », communication présentée à la *Conférence-débat du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles –Strasbourg-Kehl*.
- Chavot, Philippe ; Masseran, Anne ; Serrano, Yeny ; Bodin Cyrille, Heimlich, Christine ; Zoungrana, Jean (2019), « «Nimby» et fier de l'être : identité, étiquette et visions du territoire. Le cas de la controverse autour de la géothermie profonde dans l'Eurométropole de Strasbourg » (p. 53-68), in Carlino, Vincent ; Stein, Marieke (dir.), *Les paroles militantes dans les controverses environnementales*, Nancy : Presses universitaires de Nancy.
- Esquenazi, Jean-Pierre (2002), *L'écriture de l'actualité : pour une sociologie du discours médiatique*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Lemieux, Cyril (2004), « De certaines différences internationales en matière de pratiques journalistiques: Comment les décrire, comment les expliquer ? » (p. 29–51), in Jean-Baptiste, Legavre (dir.), *La presse écrite : objets délaissés*, Paris : L'Harmattan.
- Libaert, Thierry (1998). « Faire accepter un projet : principes et méthodes », *Communication & Langages*, vol. 117, n° 1, p. 76-90.
- Libaert, Thierry ; Allard-Huver, François (2014), « La communication sur les sujets sensibles au prisme des sciences de l'information et de la communication », *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, n° 11, p. 81-100.
- Rabatel, Alain (2004), « L'effacement énonciatif dans les discours rapportés et ses effets pragmatiques », *Langages*, vol. 156, n° 4, p. 3-17.
- Scheufele, Dietram ; Tewksbury David, (2007), « Framing, Agenda Setting, and Priming: The Evolution of Three Media Effects Models », *Journal of Communication*, vol. 57, n° 1, p. 9-20.
- Sedel, Julie ; Ouakrat, Alan ; Pacouret, Jérôme ; Noûs, Camille (2021), « Présentation du dossier. Un journalisme de «qualité» ? Hiérarchisation et classements des actualités », *Politiques de communication*, vol. 16, n° 1, p. 5-12.
- Serrano, Yeny ; Franco, Elsa ; Chavot, Philippe ; Masseran, Anne ; Zoungrana, Jean (2020) « Newspaper framing of deep geothermal projects in Alsace, France (2014-2019): news narratives at the service of promoters », communication présentée au *8th European Geothermal Workshop*.

Serrano, Yeny ; Heimlich, Christine ; Bodin, Cyrille ; Chavot, Philippe ; Masseran, Anne ; Zoungrana, Jean (2019) « La géothermie profonde "n'est pas mature" : parcours d'une formule-argument à l'Eurométropole de Strasbourg », *Mots. Les langages du politique*, n° 119, p. 51-67.

Stein, Marieke (2017) « De la concertation à la contestation : quand la peur de la rhétorique envenime les controverses sociotechniques », *ESSACHESS – Journal for Communication Studies*, vol. 10, n°1(19), p. 197-214.

Tuchman, Gaye (1972), « Objectivity as strategic ritual: An examination of newsmen's notions of objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n° 4, p. 660–679.